

**Assemblée Générale des retraité·es syndiqué·es de l'académie de Versailles  
le jeudi 17 novembre 2022  
au siège national du SNES-FSU, 46 avenue d'Ivry 75013 Paris,  
M° Olympiades ou Porte d'Ivry**

Accueil : 9h30

**10h-12h : Pour ouvrir le débat, Michel Jallamion**, président de la Convergence nationale pour la défense des Services Publics interviendra sur le devenir des services publics : *Face au dépérissement des services publics et aux attaques contre la Fonction publique, dans un contexte de crise sociale, économique et climatique, quelles analyses populariser ? Quelles revendications défendre ? Avec quelles actions ?*

**14h-16h** : actualité et action.

**16h** : pot

## Éditorial

### Les retraité·es ont de l'énergie !

Le deuxième quinquennat d'E. Macron s'annonce dans la même tonalité que le précédent, avec du mépris, des mensonges et volonté de passage en force. Les retraité·es, comme beaucoup de françaises et de français, en font les frais. La revalorisation des retraites de juillet est inférieure à l'inflation, et les pensions versées en septembre n'intègrent pas les rattrapages de juillet et août comme prévu<sup>1</sup>. Ils auraient finalement lieu en octobre. La loi Grand Age, promesse du candidat Macron réitérée par ses ministres, est passée aux oubliettes et remplacée par quatre articles dans le PLFSS. Le Groupe des 9 a dénoncé dans un communiqué<sup>2</sup> le manque d'ambition de ces mesures devant la gravité de la situation dans le secteur du grand âge et n'est pas dupe de la manœuvre de diversion avec le lancement de l'atelier « la fabrique du bien-vieillir » dans le cadre du bien mal nommé CNR.

Le gouvernement se retrouve en position de faiblesse sur de nombreux terrains. Le mécontentement des salarié·es et des retraité·es monte avec l'exigence d'un autre partage des richesses pour répondre notamment aux revendications de meilleurs salaires et pensions et aux exigences climatiques. La réforme du lycée pro est contestée par tous les syndicats enseignants parce qu'elle consacre la mort de la formation professionnelle publique. Le gouvernement répond par un autoritarisme grandissant : réquisitions de grévistes dans les raffineries, mutation d'office d'un collègue pour

activité militante dans l'académie de Versailles, tentative de réformer les retraites en passant par amendements dans le PLFSS, menace de 49.3 pour faire adopter le budget, voire de dissolution de l'Assemblée...

Les salarié·es et les retraité·es ont donc toutes les raisons de rester engagé·es. La participation à la journée d'action intersyndicale du 29 septembre pour les salaires et les pensions a été remarquée et l'appel à l'action interprofessionnelle du 18 octobre met en évidence la multiplicité des mobilisations sectorielles autour des questions de salaires et de conditions de travail.

L'assemblée générale, le 17 novembre, sera l'occasion d'aborder cette actualité et de réfléchir sur les services publics de demain.

*Fabienne Bellin et Anne-Marie Roussel,  
co-secrétaires académiques des retraité·es  
du SNES-FSU Versailles*

<sup>1</sup> <https://fsu.fr/pensions-les-retraite-es-fonctionnaires-detat-attendent-leur-du/>

<sup>2</sup> <https://fsu.fr/communiqu-de-presse-la-fabrique-du-bien-vieillir-une-nouvelle-manoeuvre-du-gouvernement-pour-ne-pas-repondre-aux-revendications-urgentes/>

p.1 : Éditorial

p.2 : La Convergence des services publics

p.3 et 4 : Entretien avec Annie Ernaux

**Sommaire**

# La Convergence des services publics

## Petite histoire

L'association « Convergence nationale des collectifs de défense et développement des services publics » est née en 2005 de la volonté des collectifs de défense et de développement des services publics de s'unir pour mobiliser l'ensemble des forces susceptibles de porter une véritable alternative aux politiques de démantèlement et de privatisation des services publics.

L'année précédente l'État devenait minoritaire à France Télécom, EDF était transformée en société anonyme, les fermetures de services publics dans les transports, la santé, l'éducation, les trésoreries... se multiplient.

Des collectifs de défense se constituent partout en France notamment dans les territoires les premiers désertés pour s'opposer aux fermetures de maternités, de lignes de trains et/ou de gare, d'écoles, de trésoreries, de bureaux de postes... et à la privatisation de pans entiers de missions de service public comme la gestion de l'eau.

Le 23 octobre 2004, 263 élus de la Creuse démissionnent pour s'opposer à la fermeture des trésoreries.



Une manifestation nationale pour la défense des services publics, rassemblant syndicats, associations et partis politiques de gauche, se déroule à Guéret le 5 mars à l'appel d'un collectif creusois : « *Le but de cette manifestation est de faire prendre conscience au gouvernement que nous n'acceptons pas de voir se dégrader les services publics en milieu rural et milieu urbain. Nous considérons que leur rôle est essentiel dans une société solidaire* »,

affirmait Bernard Defaix, porte-parole alors du collectif creusois pour la défense et le développement des services publics et qui deviendra le premier président et fondateur de la Convergence.

Cette manifestation fondatrice unifie donc dès le départ élus/usagers/personnels et organisations syndicales/associatives/politiques pour combattre au niveau local, national et européen. C'est sur ce double triptyque que s'est construite la Convergence, en articulation avec une troisième dimension : celle de la convergence des collectifs et coordinations sectoriels comme la coordination nationale des hôpitaux et maternités de proximité, la Convergence Nationale Rail et de la Coordination Eau Bien Commun puis le Collectif national Poste. La FSU est l'une des nombreuses organisations partenaires ; au niveau syndical elle a depuis le début contribué à la vie et aux activités de la convergence.



## « Un nouvel élan pour nos services publics »

C'est le titre de l'appel lancé par la Convergence en juillet dernier avec 88 organisations qui déclarent « *nous décidons de converger afin de faire de la lutte pour la défense, la reconquête, le développement et la démocratisation de nos services publics un combat central pour les décennies à venir... et souhaitons notamment engager le débat public sur le choix de société que nous souhaitons.* » Elles appellent à agir dans une campagne rythmée par de multiples mobilisations avec un point d'orgue d'ores et déjà programmé lors d'un grand rassemblement pour les services publics les 12, 13 et 14 mai 2023 à Lure en Haute-Saône.

Fabienne Bellin



des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics

**Prix Nobel de littérature 2022, pour « le courage et l'acuité clinique avec laquelle elle découvre les racines, les éloignements et les contraintes collectives de la mémoire personnelle », Annie Ernaux avait accordé en 2012 un entretien à « Regards croisés »<sup>1</sup>. Nous pensons que, comme nous, vous aurez grand plaisir à le (re)lire.**

**Annie Ernaux, vous dites dans une interview que vous êtes hantée par le désir de ne pas trahir les vôtres ?**

De fait, jusqu'à 20 ans, je ne me suis pas posée la question de la trahison. A partir de 12 ans, j'avais conscience d'appartenir à un milieu « pas bien ». Les « autres », par définition étaient bien. Ce jugement va très loin car il assimile le pauvre au mal. Cela dit, je n'avais pas l'impression d'être pauvre ni malheureuse. J'ai eu la chance de « bien apprendre », ce qui me donnait une certaine assurance. (...) Je suis allée en sixième, donc programmée pour des études. Ces choses-là ont eu un revers : d'une part la rupture avec les filles du quartier mais aussi de ma famille, d'autre part l'impossibilité d'être admise par les autres, avec leur électrophone et leurs surprises-parties.

C'est le sujet des *Armoires vides* (1974), où j'essaie de mettre à jour ce processus d'éloignement du milieu d'origine. (...) J'étais dans la honte sociale et dans la culpabilité parce que mes parents faisaient des sacrifices. Mais je ne raisonnais pas à ce moment-là en termes de trahison.

Le sentiment de trahison je l'ai ressenti profondément en étant professeur, consciente de reproduire les inégalités sociales.

Mais je l'ai surtout vécu à la mort de mon père. Je n'avais pas revu mes parents depuis deux ans et, les retrouvant, j'ai eu vraiment le sentiment d'être devenue une bourgeoise par rapport à eux. Le lendemain de mon arrivée, un infarctus a frappé mon père et il est décédé trois jours plus tard. Nourrie de surréalisme, cette coïncidence entre mon retour à la maison et le décès de mon père m'a paru comme le signe objectif d'une obligation d'écrire là-dessus, cette trahison insensible de la classe dont j'étais issue. Ainsi est née *La place*.

**Quel a été votre parcours scolaire ?**

Pour « faire ma philo », je suis allée à Rouen, au lycée Jeanne d'Arc. (...) En philo, avec une professeure marxiste, j'ai découvert les classes sociales, l'aliénation. Je n'avais qu'une seule amie dans la classe qui, de fait, était un repaire de toute la bourgeoisie rouennaise. D'où une situation étrange : découverte intellectuelle des mécanismes du monde social dans un lieu laïc, républicain, d'accession, théoriquement, de tous au savoir et expérience dans ce même lieu de l'exclusion par l'argent...

A cette époque, bien sûr, je ne connaissais pas les codes (classes prépas, grandes écoles...). Ma seule perspective : institutrice. A l'Ecole Normale, interne, je me suis sentie très mal et j'en suis partie avec une autre fille, rompant l'engagement pris avec l'Education nationale, ce qui n'était pas une mince affaire à l'époque. Je suis partie, au pair, en Angleterre, pleine d'incertitudes sur l'avenir. Là-bas, j'ai lu énormément en français des romans contemporains du courant que l'on appelle le « Nouveau

Roman » (Michel Butor, Claude Simon par exemple). C'est là que m'est venu le désir d'écrire.

**Quand avez-vous commencé à écrire ?**

A la fac, en 2<sup>ème</sup> année, je commence un roman (qui ne sera jamais publié) en me disant : « j'écrirai pour venger ma race ». L'écriture, pour moi, a ce sens : montrer ce qui a pesé sur moi, ma généalogie de sans grades. (...) L'écriture comme arme de vengeance. Ainsi s'explique la violence de *Les armoires vides*. Un règlement de compte avec le fonctionnement social.

**Vous considérez-vous comme une femme écrivain, une écrivaine ? Y-a-t-il quelque chose de particulier pour vous dans ce vocable ?**

Quand j'écris, je ne suis ni homme ni femme. Je ne ressens pas mon sexe. Mais ce qui me vient dans l'écriture relève d'une histoire de femme, qui elle-même possède sa singularité de femme (comme un homme a la sienne). Ainsi je n'ai pas la même histoire que d'autres écrivaines (Christine Angot, Marguerite Duras, Lydie Salvayre par exemple). Je suis, j'ai été fille d'un milieu populaire, fille d'une mère ouvrière d'usine puis commerçante, à la forte personnalité, petite-fille d'une grand-mère jeune veuve qui a élevé seule six enfants. Ce que j'écris est lié fatalement au corps féminin, à la situation des femmes dans le monde et en France (expérience de l'avortement par exemple). Et, en tant que femme, j'ai connu les difficultés habituelles, dégager du temps pour écrire au milieu des tâches familiales. J'écris avec la conscience constante de la profonde domination masculine.

*Suite en page 4 →*

<sup>1</sup> Revue de l'Institut de recherche de la FSU, entretien à retrouver en intégralité à l'adresse suivante : [http://institut.fsu.fr/IMG/pdf/rc1\\_entretien\\_avec\\_annie\\_ernaux.pdf](http://institut.fsu.fr/IMG/pdf/rc1_entretien_avec_annie_ernaux.pdf)

J'emploie ce mot domination plutôt qu'inégalité, parce que la domination est inscrite dans la tête des hommes et des femmes et répandue dans les institutions comme de l'eau qui envahit tout.

(...) *Les Années*, (...) histoire collective de 60 ans du monde (...) faite d'un point de vue féminin (...) a été bien reçu. (...) Donc la domination masculine n'est pas une fatalité.

**Vous attachez une grande importance à la forme. Comment définiriez-vous votre « style » ?**

Difficile de parler de mon « style » : ce mot évoque une sorte de consubstantialité entre l'écriture et la personne, quelque chose aussi de définitivement constitué. Je préfère parler d'utilisation singulière du langage et des formes littéraires.

Parce que j'ai acquis le langage légitime, que celui-ci n'est pas naturel au sens strict pour moi ; quelque chose de l'évidence, de la légèreté de ce langage me fait défaut. Celui-ci a une consistance, une résistance que je dois vaincre et sculpter en fonction du réel ressenti. Dans *Les armoires vides*, j'utilise une langue, une syntaxe qui n'est pas classique pour introduire la violence du réel. J'ai une vision très matérielle du langage. C'est un outil, on ne peut pas jouer avec dès lors qu'on prend la littérature comme action sur le monde, qu'on s'y engage complètement. (...)

La littérature est une manière de vivre pour moi et je l'ai su dès la fac de lettres, à Rouen. J'étais obsédée de littérature, Flaubert en particulier. Ecrire était comme une autre vie dans laquelle je voulais entrer. (...) Depuis 40 ans, l'écriture est devenue la forme de mon existence.

**Votre rencontre avec Bourdieu a été un moment important ?**

Avant lui, j'ai été en contact avec la sociologie grâce à celui qui allait devenir mon mari et je me suis inscrite en psycho-sociale. J'ai lu notamment la *Psychologie sociale* de Jean Stoetzel, qui faisait autorité, et je m'étais découverte « déviante », notion alors peu répandue, pas à ma place dans la société, sans qu'il soit précisé pourquoi. Puis, en 1971, dans le collège où j'enseigne, avec plusieurs collègues nous nous interrogeons sur le savoir que nous transmettons et nous faisons circuler *Les héritiers* et *La reproduction*. Cette découverte de Bourdieu est capitale. Je ne suis pas une « déviante » mais une transfuge de classe et c'est totalement différent. Bourdieu déclenche en moi la remontée du refoulé social, me permet de comprendre la violence symbolique exercée sur moi par l'acquisition d'une culture qui occulte ou infériorise celle de mon milieu d'origine. Je reçois en même temps comme l'injonction d'écrire sur cette déchirure, sur le processus qui m'a conduite aux études de lettres et je commence en 1972 *Les armoires vides*.

En 1980, je lis *La distinction* et je reste sidérée d'admiration devant ce dévoilement total des modes d'être et de penser, éprouvant un véritable bonheur qu'un tel livre puisse exister, une reconnaissance à l'égard de celui qui avait produit cette somme libératrice. (...) Car ce travail immense dévoilait des réalités attestées par ma mémoire, vécues même dans mon corps, celles des goûts de classe, de la lutte des cultures. Il validait scientifiquement, rigoureusement, ce qui était en moi

souvenir, sensation. Et il me semble que j'ai dû trouver dans *La Distinction* des raisons, une audace, même, de poursuivre et d'achever le livre dans lequel je me proposais d'exposer la culture dominée de mon père, c'est-à-dire *La Place*. A la mort de Bourdieu, j'ai ressenti une grande colère, un révolte face aux commentaires médiatiques, condescendants ou vengeurs faits sur lui et j'ai spontanément écrit un texte qui a paru dans *Le Monde*. Cet hommage, c'était un devoir, une dette. Aujourd'hui, je suis frappée (...) par la violence de ses détracteurs. Il incarne toujours une menace pour le monde dominant et les privilégiés de toute nature.

**Lequel de vos livres préférez-vous ?**

(...) Je préfère poser la question autrement : quel est le livre qui a eu le plus d'action sur le monde, qui s'approche le plus de ce que dit Kafka, « Un livre doit être la hache qui brise la mer gelée en nous » ? Alors je dirai *La place*. Par sa forme, son écriture, c'est celui qui rend le plus justice à la condition sociale dominée.

L'engagement est une notion qui fait sens pour moi, à la fois dans mon écriture, comme recherche de la vérité – qui passe par la forme - et dans mes prises de position politiques, même si je ne suis pas inscrite dans un parti. J'espère toujours que mes textes apporteront un peu plus de liberté.

*Entretien réalisé en 2012  
par Marylène Cahouet  
pour Regards Croisés n°01*